

Le « mauvais coup » de Hong Kong

**Essai d'analyse de la VI^o Conférence de
l'OMC (Hong Kong - 13/18 décembre 2005)**

Introduction

L'examen des premières appréciations portées après la conclusion de la VI^o Conférence de l'OMC, tenue à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, par un panel d'organisations, de personnalités ou de chercheurs, de mouvances idéologiques relativement variées, mais relevant à des titres divers du mouvement altermondialiste ou de la mouvance progressiste, fait apparaître une tonalité critique forte des orientations et mesures arrêtées à la Conférence de Hong Kong. Celle-ci est généralement considérée, à l'opposé de Seattle ou de Cancun, comme marquant un échec du mouvement de contestation des orientations néolibérales de l'OMC.

Cependant, l'analyse de ces critiques, à première vue unanimes, montre que celles-ci sont menées à partir de points de vue divers, voire parfois contradictoires, qui reflètent l'hétérogénéité du mouvement de critique de l'OMC et ses difficultés à appréhender les rapports de classe internes et internationaux qui sous-tendent l'évolution des échanges mondiaux. Conjugée aux contradictions traversant le groupe des gouvernants des pays du « *Sud* » (pays les moins avancés (PMA), pays en développement (PED) et pays « *émergents* »), elle a permis à la stratégie des pays capitalistes développés, ayant tiré leçon des semi - échecs précédents, de se développer et de marquer des points notables à Hong Kong.

Après avoir résumé brièvement les principales orientations et mesures arrêtées par l'OMC à Hong Kong, nous nous efforcerons de faire une synthèse des critiques du mouvement altermondialiste et progressiste à leur égard en montrant, le cas échéant, leurs limites et leurs contradictions.

Nous essaierons ensuite d'analyser, d'une part, la stratégie développée essentiellement par les gouvernements des USA, de l'UE, du Japon, mais aussi du Brésil et de l'Inde, pour débloquer le cycle de Doha et aboutir aux résultats de Hong Kong et d'autre part, les contradictions de classe sous-jacentes aux positions prises par les gouvernants des différents pays du « *Sud* ». Enfin, nous tenterons de définir quels sont, à notre sens, les points clefs de la bataille idéologique et politique d'envergure nécessaire pour inverser, dans un sens plus favorable aux intérêts des peuples eux-mêmes et non à ceux de leurs classes dirigeantes, les rapports de force internationaux actuels imposés par le capitalisme néolibéral (libre échange et privatisations) qui conduisent à des perspectives catastrophiques pour la majeure partie de l'humanité (sort particulièrement incertain et très préoccupant des 2,6 milliards de ruraux, creusement toujours plus accentué des inégalités mondiales de tous ordres, etc.).

1) Principales orientations et mesures arrêtées à la VI^o Conférence de l'OMC à Hong Kong

A) Activités agricoles (agro-alimentaires et agro-industrielles)

- **Suppression progressive des subventions internes directes à l'exportation des produits agro-alimentaires et agro-industriels.** Cela concerne essentiellement les pays développés tels que ceux de l'UE, les USA, mais la mesure est générale. **Cette suppression devra s'opérer progressivement d'ici fin 2013**, avec des réductions plus fortes pour les pays ayant le plus fort niveau d'aide (l'UE selon l'OMC) et s'opérer avec un certain parallélisme entre pays concernés de manière à éviter les distorsions de concurrence faute de quoi la date de 2013 pourrait être remise en question. Un bilan à mi-parcours sera effectué.

- **Pour le coton, la suppression des subventions directes à l'exportation devra être effective fin 2006** et les exportations de coton des pays les moins avancés (PMA) bénéficieront du régime spécifique défini en C) ci-dessous (accès hors droits de douane et quotas).

B) Poursuite de la mise en œuvre du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges pour les produits agricoles et non-agricoles (« non agricultural products market access », en abrégé NAMA) et les services

La période précédant la Conférence de Hong Kong (depuis 2004) a été mise à profit par les pays capitalistes développés pour contourner les fortes oppositions des pays du « *Sud* » à la libéralisation de plus en plus poussée des échanges des produits et des services en faisant porter les discussions, non sur des mesures concrètes de libéralisation de certains secteurs d'activité, mais sur les méthodes à employer pour progresser vers la libéralisation. C'est ainsi qu'a été mis au point, et entériné à Hong Kong, y compris en forçant la main aux pays du « *Sud* » par des manipulations douteuses (sur lesquelles nous reviendrons), un système de « *déclarations* » en vertu desquelles chaque pays ou groupe de pays adresse aux autres une liste de secteurs d'activité pour lesquels il demande des mesures de libéralisation (abaissement des droits de douane, suppression de quotas, de monopoles nationaux, liberté des modes d'investissement, etc.). Devant le peu d'enthousiasme des pays du « *Sud* » pour faire des « *offres* » de concessions, l'UE a fortement pesé, de concert avec **P. Lamy**, pour imposer un système de concessions minimales obligatoires et y est parvenue ; Par ailleurs, **Aucun secteur d'activité ne fait l'objet d'une exclusion multilatérale a priori.** L'OMC ne met donc aucune limite à la libéralisation des activités relatives à la santé, l'éducation, aux activités culturelles, et ne réserve aucun espace spécifique aux services publics (eau, énergie, etc.). Les seules limites sont que les pays du « *Sud* » ont la possibilité de protéger certaines productions qui sont d'une nécessité vitale pour eux.

Le processus de Doha devrait en principe être achevé fin 2006 (peu probable). Le principe de mesures dérogatoires (moindre ampleur des concessions et calendriers plus longs) est en principe accepté pour les économies les moins avancées ou en difficulté relative.

C) Mesures spécifiques en faveur des pays les moins avancés (PMA) Ceux-ci, au nombre de 49 selon la classification de l'ONU (en fait les pays les plus pauvres de la planète), **se voient octroyer une liberté d'accès aux marchés des pays développés (hors tous quotas et droits de douane) pour 97 % des lignes tarifaires correspondant à leurs exportations.**

D) Mise en œuvre du concept de « Aid for trade »

Cette appellation, à partir d'un jeu de mots renversant le concept de « *Trade for aid* », cher à Clinton, désigne une aide finalisée aux pays du « *Sud* », destinée à les aider à mieux s'insérer dans le commerce mondial, insertion censée leur apporter la richesse et le développement selon les dogmes néolibéraux. Cette orientation déjà mise en œuvre au sein du FMI et de la Banque mondiale sous forme d'études et d'assistance technique pour des montants très limités, devrait connaître de nouveaux développements au sein **de l'OMC**. (A noter qu'il ne s'agit pas réellement d'une nouveauté, la Conférence de Barcelone de 1995 ayant déjà introduit des dispositions similaires destinées à accompagner la mise en œuvre des Accords de libre échange euro-méditerranéens, sans guère de résultats tangibles d'ailleurs).

E) Accords divers

Diverses orientations ou accords particuliers sont également officialisés ou confirmés, notamment en matière de droits de propriété intellectuelle relatifs à la santé publique, d'environnement, de e-commerce, de transferts de technologie, de règlement des litiges, etc.

2) Principales critiques formulées par les ONG, organisations agricoles, personnalités, chercheurs du mouvement altermondialiste et progressiste à propos des décisions de Hong Kong

Comme nous l'avons noté plus haut, la tonalité critique générale est forte. **Oxfam** parle de « **trahison** », **Attac**, tout en notant quelques points positifs pour l'agriculture mondiale, parle de « **résultat dramatique** » pour celle des pays du « *Sud* », **J.C Lefort** (député PCF, présent à Hong Kong) parle de « **guerre commerciale accentuée avec des millions de « morts » au « *Sud* » comme au « *Nord* »**. Pour lui, « **l'accord de Hong Kong est inacceptable car porteur de crises considérables à l'échelle planétaire.... l'OMC ne peut être le cadre d'un développement équilibré social, économique et écologique des peuples du monde.... Cette organisation porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage** ». **F. Pourre** (responsable PCF) parle d'un « **compromis dangereux pour les peuples** » Pour **Via Campesina**, c'est l'occasion d'une contestation globale de l'OMC, « **10 ans d'OMC, ça suffit** ». « **Une victoire du business, un échec pour les peuples** » selon le chercheur **R.M. Jennar** de **L'URFIG**.

Les critiques concrètes portent généralement sur les points suivants :

a) Agriculture

- Le montant des aides directes à l'exportation supprimées ne représenterait pour l'UE et les USA qu'une faible partie de l'ensemble des aides à l'agriculture. **Le chiffre de 3,5 % du montant total des aides à l'agriculture est généralement avancé pour l'UE. La proportion est également faible aux USA.** L'effort fait par ces pays développés est donc

jugé comme un effort en trompe l'œil, implicitement insuffisant pour modifier la situation. Le délai de fin 2013 est jugé trop long. On retrouve des critiques similaires pour le coton, où l'élimination des subventions directes US à l'exportation de coton ne représenterait que 10 % des aides globales aux producteurs US et serait donc insuffisante. Par ailleurs cette concession américaine n'en serait pas une, mais correspondrait à l'application d'une décision de l'arbitrage OMC ordonnant cette suppression. Ce type d'argumentation correspond sans doute aux intérêts de l'agro – business du « *Sud* », à capitaux nationaux ou étrangers, mais certainement pas aux intérêts des petits paysans ou des salariés agricoles pour lesquels une diminution beaucoup plus poussée des aides ou des protections de l'agriculture équivaldrait à leur « *condamnation à mort* » au « *Nord* », comme au « *Sud* », ce qui nous paraît très dangereux à de nombreux points de vue et inacceptable. Ce n'est pas d'ailleurs la position des organisations syndicales représentatives de ces catégories regroupées dans « *Via Campesina* » dont certaines, voir notamment les organisations japonaises (« *Nouminren* ») et coréennes, (« *Korean Peasant League* ») analysent lucidement la manière dont les grands intérêts capitalistes de l'industrie et des services de leurs pays respectifs sont prêts à échanger une pénétration accrue pour eux-mêmes dans les pays du « *Sud* » contre le fait de laisser largement le champ libre à l'agro - business du « *Sud* » sur leurs propres marchés, les intérêts capitalistes japonais ou coréens de l'agro-alimentaire étant d'ailleurs eux-mêmes candidats à une forte présence dans l'agro - business du Sud-est asiatique.

- Du même coup, ces organisations syndicales paysannes plaident pour un retrait de l'agriculture de l'OMC, voire contestent l'existence même de la dite OMC, orientation que l'on retrouve plus ou moins implicitement chez d'autres commentateurs critiques. Or, nous semble-t-il, **critiquer les dysfonctionnements de l'OMC ou son militantisme actif en faveur du libre échange néolibéral est une chose, recommander sa suppression en est une autre.** Car, en fait, **ce n'est pas un vide juridique qui s'instaurerait alors, laissant chaque pays libre de sa politique agricole, mais au contraire un trop plein d'accords de libre échange bilatéraux ou multilatéraux où,** dans un tête à tête souvent individuel avec les pays ou les intérêts les plus puissants, **les pays les plus faibles auraient encore moins de chances de faire entendre leurs voix.** Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point un peu plus loin.

b) Les avantages consentis aux PMA

- D'une manière générale la critique est faite que ces avantages consentis aux PMA sont illusoire vu que, faute d'un développement suffisant, les capacités d'exportation des PMA sont extrêmement réduites, limitées le plus souvent à quelques produits agricoles, matières premières ou ressources naturelles. Par ailleurs, les 3 % de lignes tarifaires que les pays développés peuvent exclure restreignent encore les avantages consentis. On peut d'ailleurs se demander comment on calculera ces 3 % pour des pays qui n'exportent qu'un nombre très limité de produits. Enfin, s'il est vrai que ces avantages consentis aux PMA ouvrent à ces derniers des possibilités théoriques de voir des activités délocalisées s'installer chez eux, attirées par des niveaux de salaires très bas et ces avantages à l'exportation, il est fort à craindre qu'ils ne fassent pas le poids (faiblesse des infrastructures, du marché local, main d'œuvre insuffisamment qualifiée) vis-à-vis de nombre d'autres pays en développement (PED) qui disposent déjà d'avantages similaires. Les critiques du mouvement altermondialiste ou progressiste nous paraissent en la matière tout à fait fondées.

c) Le concept de « Aid for trade »

Celui-ci fait l'objet de peu de commentaires critiques, sinon l'appréciation que la modicité probable des sommes qui y seront affectées à l'échelle planétaire rend peu probable tout effet significatif.

d) Les orientations et accords particuliers

Peu de commentaires à leur propos, sinon une critique sur l'officialisation des accords sur la propriété intellectuelle en matière de santé publique et de médicaments, jugés peu satisfaisants et impraticables. Cf. notamment les commentaires de **J.C Lefort « Quant aux médicaments, non seulement l'accord du 30 août 2003 qui est inapplicable a été repris à l'identique mais il a été inscrit dans le corps du texte sur la propriété intellectuelle, devenant ainsi intouchable ! ».**

e) Les manipulations dans le fonctionnement de l'OMC

La Conférence de Hong Kong a donné lieu dans sa phase préparatoire et dans son déroulement à des manipulations de procédure de bas étage, tant de la part du Directeur de l'OMC, P. Lamy, que de la part des représentants des pays développés et de ceux du Brésil et de l'Inde. Citons entre autres la modification unilatérale par P. Lamy d'un texte approuvé avant la Conférence en faisant sauter les réserves introduites dans celui-ci par les pays du « Sud » et le fait de présenter un texte comme agréé, ne pouvant plus être amendé que par des votes unanimes, alors qu'il s'agissait en fait d'un texte élaboré par un nombre restreint de pays. Ces manipulations anti-démocratiques ont fait d'ailleurs l'objet d'une lettre officielle de protestation signée par diverses organisations dont Attac. Nous reviendrons plus loin sur les raisons de ces manipulations et la nécessité d'y mettre un terme.

f) Les raisons globales de la tonalité critique générale

Indépendamment de ces raisons particulières, il y a, selon nous, des raisons plus globales qui sous-tendent cette tonalité critique marquant la déception du mouvement altermondialiste et progressiste.

Nous soulignerons deux de ces raisons :

- La déception entraînée par le fait que nombre d'ONG et d'organisations du mouvement altermondialiste ont cru sincèrement que le cycle de négociations de Doha allait comporter d'importantes mesures en faveur du développement, comme la phraséologie des pays capitalistes développés (actions pour le « *développement durable* », « *lutte contre la pauvreté* ») le promettait. Du même coup, elles ont fait elles mêmes pression sur nombre de pays du « Sud » pour qu'ils participent pleinement à ce processus, pour s'apercevoir in fine que c'était un marché de dupes où les concessions faites ne représentaient pas grand-chose. Dans la même veine, l'étonnante déclaration du « **South Centre** », coordination des pays du « Sud », selon laquelle ceux-ci ont dû se sacrifier pour sauver le processus de Doha (sic) (« *Developing countries sacrifice to save Doha negotiations* »).

- La déception devant la désagrégation du front des pays du « Sud », avec notamment le rôle joué par les représentants de deux grands pays du « Sud », le Brésil et l'Inde, usant de leur prestige de pays leaders du « Sud » pour faire passer, de connivence avec les

représentants des pays capitalistes développés, le « *mauvais compromis* » de Hong Kong (A noter que la Chine paraît être restée en retrait). **Attac**, en particulier, met directement en cause le gouvernement brésilien. Il y a eu là, à notre sens, un déficit préalable d'analyse de classe permettant de comprendre que le gouvernement de Lula défend en priorité, en matière agricole notamment, les grands intérêts capitalistes de l'agrobusiness brésilien et le gouvernement indien des grands intérêts capitalistes indiens désireux de faire une percée mondiale dans les services.

3) La stratégie des pays capitalistes développés pour reprendre la main depuis les semi – échecs de Seattle et Cancun

Les pays capitalistes développés, soit essentiellement l'UE, les USA, le Japon ne sont pas restés inactifs devant la montée d'une alliance possible entre le mouvement altermondialiste et le bloc des pays du « *Sud* », alliance ayant déjà conduit aux semi - échecs de Seattle et de Cancun et pouvant faire échec à la généralisation du libre échange néolibéral.

Leur stratégie pour reprendre la main s'est déployée sur différents terrains :

a) Un lobbying intense auprès des gouvernements des pays du « Sud » et de diverses organisations du mouvement altermondialiste

- La vision donnée par les medias des Conférences de l'OMC, comme précédées d'une intense activité du mouvement altermondialiste et ensuite cernées par des manifestations publiques du même mouvement, ne correspond qu'en partie à la réalité. Parmi les 1000 organisations accréditées auprès de l'OMC, près de la moitié sont constituées par des organisations de lobbying patronales, régionales, internationales, d'une multitude de branches industrielles qui agissent discrètement, mais en permanence, auprès des gouvernements du « *Sud* » et de leurs représentants à l'OMC. Ce ne peut être sans certains résultats. Par d'ailleurs, nombre de ces gouvernements sont en situation de dépendance pour leur survie (aide internationale, réduction de dettes, etc.) et ont déjà adopté docilement nombre d'injonctions néolibérales internationales (plans d'ajustement structurel, privatisations, entrée dans des zones régionales de libre-échange, etc.). Aussi, dès qu'ils ne peuvent plus s'abriter derrière les pays leaders du « *Sud* » ou qu'ils ne sont plus en capacité de former un groupe de pays significatif, aucun ne se sent en mesure d'endosser individuellement la responsabilité de faire « *capoter* » la Conférence. Même le Venezuela et Cuba se sont contenté d'émettre des « *réserves* ». **Ajoutons que la très grande majorité de ces gouvernements ne représentent pas réellement les intérêts de leurs peuples, mais surtout ceux de leurs classes dirigeantes économiques qui pensent pouvoir tirer profit à des titres divers des processus de libre échange et de privatisations (cf. attitude des gouvernements brésilien et indien déjà citée)**

- Pour les grandes ONG et associations humanitaires, nous avons déjà vu dans des études précédentes que divers gouvernements occidentaux, depuis un certain nombre d'années, leur « *sous - traitent* » de plus en plus les opérations d'aide humanitaire et de coopération et à ce titre leur attribuent des financements importants composant souvent la majeure partie de leurs budgets. Il y a donc eu une interpénétration progressive, y compris idéologique, à propos de la manière d'envisager la lutte contre la pauvreté, l'aide au développement et des illusions à ce propos chez elles, notamment sur le fait que l'on pouvait arriver à des résultats par des concertations directes avec les gouvernements, hors de la pression des opinions publiques, ce qui peut contribuer à expliquer, comme nous l'avons déjà noté, les déceptions actuelles.

b) Les actions menées, en dehors du cadre de l'OMC, en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux par les gouvernements des pays capitalistes développés, et notamment par le gouvernement américain

L'attitude américaine vis-à-vis de l'OMC reste ambiguë. En effet, le gouvernement américain a porté, de concert avec les gouvernements de l'UE et du Japon, l'OMC sur les fonts baptismaux, pour succéder au GATT dans la perspective de pousser encore plus loin le libre échange et il y joue pleinement sa partition. Mais il s'est historiquement toujours réservé la possibilité de prendre des mesures de sauvegarde unilatérales dès lors que la libre concurrence portait atteinte à certaines de ses branches d'activité, le Congrès se faisant souvent le porte-parole des intérêts des dites branches avec des tendances protectionnistes affichées. Or, l'OMC, organisme multilatéral comportant en son sein un organisme de règlement des différends qui a à traiter de nombreuses plaintes contre les USA les condamne parfois, légitimant des mesures de rétorsion à leur égard de la part d'autres pays. Elle contrevient donc au principe politique non écrit selon lequel nul organisme international ne peut porter atteinte à la souveraineté et aux intérêts US, ni entraver l'action du gouvernement américain. Par ailleurs, la menace d'un changement du rapport de forces au sein même de l'OMC demeure si la pression des peuples s'accroît

Aussi Washington développe-t-il depuis longtemps sa propre politique d'extension du libre-échange grâce à des accords bilatéraux ou multilatéraux où il se trouve en position de domination centrale. Cela a d'abord été la conclusion de l'Aléna (« *NAFTA* » - Canada, Mexique, USA), puis la mise sur pied du projet d'Accord de libre échange des Amériques (« *FTAA* » - Ensemble des pays du continent américain), toujours en suspens, de la zone de libre échange d'Amérique centrale (« *CAFTA* » - USA et pays d'Amérique centrale : Honduras, Salvador, Nicaragua, Costa Rica, Guatemala, République dominicaine), des Accords de libre échange andins (« *AFTA* » USA – Colombie, Equateur, Pérou), de l'Accord de libre échange bilatéral avec le Chili. En dehors du continent américain, c'est l'Accord de libre échange USA - Maroc, le projet d'Accord Eizenstadt de libre échange USA – Maghreb. En ce qui concerne les autres pays, en Asie, il y a l'APEC qui regroupe tous les pays des deux rives du Pacifique, y compris la Russie, la Chine et le Japon. Si l'APEC n'est pas à proprement parler une zone de libre échange contraignante, elle a tout de même pour vocation de promouvoir l'abaissement des droits de douane, le développement des exportations, la liberté d'investissement, ce qui y ressemble fort. L'UE, de son côté, a promu les Accords de libre échange euro-méditerranéens, l'élargissement à l'Est de la zone de libre échange européenne. Sans compter d'autres accords plus ou moins avancés entre les pays d'Afrique de l'Ouest, en Afrique australe, le Mercosur, etc. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien comment tous ces gouvernements, engagés à des titres divers dans des processus régionaux ou bilatéraux d'extension du libre – échange, pourraient au niveau de l'OMC, et sans de fortes pressions populaires, s'opposer radicalement à un processus mondial de généralisation du dit libre échange.

4) Les points clefs de la nécessaire modification du rapport de forces international à l'OMC

Inutile de se bercer d'illusions, le mouvement altermondialiste et progressiste a effectivement subi un échec sérieux à Hong Kong. Bien entendu, cet échec n'est pas définitif et les prochaines échéances de l'OMC donneront lieu à de nouvelles batailles politiques. Cependant, il a confirmé diverses failles structurelles qui, conjuguées à l'hétérogénéité intrinsèque du mouvement, pourraient, s'il n'y était porté remède, rendre son avenir incertain. Il y a donc une bataille idéologique et politique à livrer pour que se renforce la cohérence du mouvement altermondialiste et progressiste, ses capacités d'analyse et de propositions réellement antilibérales.

Quels sont les points clefs de cette bataille idéologique et politique ?

Nous essaierons d'en définir quelques-uns, sans prétendre épuiser le sujet :

a) Dissiper les illusions sur les « *bienfaits* » du libre échange

Nombre de batailles à l'OMC se livrent sur le thème de l'exclusion de certains secteurs d'activité du champ du libre échange du fait de leur particularité. Cela a commencé avec les produits culturels, puis a continué avec les services publics et l'agriculture. **Mais procéder par exclusion, sous prétexte de la spécificité de certains secteurs, laisse entendre que pour les autres secteurs le libre échange est une option positive.** On trouve en effet nombre de formulations sous-tendues en fait par cette appréciation. OXFAM, qui a fait par ailleurs un travail remarquable pour dépasser l'humanitaire et apporter un réel appui aux pays du « Sud » dans leurs luttes politiques pour le développement, ouvre tout de même sa page de présentation générale par un hymne très anglo-saxon aux vertus du commerce, créateur de richesses. D'autres critiques, pourtant vives et lucides sur le rôle négatif des grands intérêts capitalistes ne se terminent que par la nécessité d'encadrer le libre échange et non par sa remise en cause proprement dite. D'autres organisations évoquent la nécessité de faire respecter par le libre échange des réglementations environnementales, une réglementation internationale du travail (travail des enfants, durée du travail). **Mais c'est une sérieuse illusion de croire que l'on peut réguler l'activité du renard libre dans le poulailler libre (sinon en tenant le dit renard écarté du poulailler ou en lui mettant une muselière).** Au cours des deux dernières décennies, la victoire de l'idéologie capitaliste néolibérale est d'avoir fait confondre la nécessité des échanges commerciaux, reconnue par l'humanité depuis plusieurs millénaires, avec le libre échange, le protectionnisme autarcique jouant le rôle de repoussoir. Il y a donc un grand effort de clarification à faire sur le fait que le libre échange universel est un mythe, que ses soi-disant avantages globaux n'existent pas en fait, qu'il va détruire les fragiles industrialisations des pays du « Sud » et sera un obstacle à leur développement réel, qu'il fonctionne au profit des intérêts capitalistes les plus puissants et au détriment des intérêts du monde du travail, qui perd sur tous les tableaux lorsque le libre échange exploite les écarts dans le coût du travail, que le développement des PED et de leur capacité d'échanger se construisent et se construiront de plus en plus dans des politiques industrielles et agricoles nationales ou régionales adéquates, dans une indispensable coopération et ne peuvent résulter de la loi de la jungle, etc.

Il faut également dissiper l'illusion de simplicité et de clarté que représente l'application de la loi de la jungle et sa suppression de toutes les règles autres que la domination du plus puissant. **La réalité, c'est qu'il faut élaborer des réglementations spécifiques selon les divers produits ou branches d'activité.** Pour nous en tenir aux produits agricoles, les problèmes

des échanges mondiaux de céréales, comme le blé en particulier, ne sont pas les mêmes que ceux du coton, de la banane, etc. Par ailleurs, analyser les échanges produit par produit, permet de mieux coller au réel et de remettre en cause certaines images d'Epinal circulant dans le mouvement altermondialiste et progressiste. Dernière en date à propos du coton justement, celle de la lutte des petits producteurs africains contre l'agrobusiness du coton US, entraînant a priori la sympathie. La réalité est sensiblement différente. Derrière les petits producteurs maliens par exemple, il y a les intérêts néocolonialistes de la multinationale française **Dagris** (ex Compagnie française du textile), à participation publique et en cours de privatisation totale, qui, via une société mixte avec l'Etat malien, leur fournit en fait les semences, les engrais, les pesticides et a le monopole de la vente des fibres, confisquant ainsi une bonne part de la valeur ajoutée de la production du coton malien. Dans l'affrontement libre échangiste avec les producteurs de coton américain (aux structures héritées de la période esclavagiste : exploitants blancs de grandes propriétés + prolétariat agricole noir), on peut être sûr que les premières victimes seront les salariés agricoles, en Alabama, comme au Mali. Par ailleurs, faire reposer en bonne part le développement des pays d'Afrique centrale sur une spécialisation dans le coton est une erreur stratégique majeure, car ce qui se profile à l'horizon du coton africain, c'est la mécanisation qui enverra les millions de salariés agricoles de la production manuelle africaine grossir les bidonvilles de Bamako, Niamey, Bangui, etc. aggravant la crise économique et sociale endémique des pays concernés.

b) Supprimer l'OMC ou la réorienter ?

Comme nous l'avons déjà énoncé, il nous semble qu'il ne faut pas se tromper de bataille en ce qui concerne l'OMC. Cette dernière est une structure multilatérale, fonctionnant par consensus, ce qui offre en principe les meilleures garanties institutionnelles aux pays les plus petits ou les plus faibles de faire entendre leur voix.

Aussi **la question essentielle reste de savoir si les représentants des gouvernements à l'OMC, notamment ceux des pays du « Sud », défendent ou non les intérêts réels de leurs peuples.** Le problème n'est donc pas les dysfonctionnements institutionnels de l'OMC, car ceux-ci ne découlent que de cette incapacité relative des représentants des pays du « Sud » à faire réellement front face à la pression des grands intérêts capitalistes qui sous-tend les positions des représentants des pays capitalistes développés. Les manipulations de procédure de bas étage opérées par P. Lamy ou par les représentants des grands pays capitalistes ou des pays émergents comme le Brésil ou l'Inde lors de la dernière Conférence ne sont possibles que parce que les représentants des PED finissent par les accepter.

Par ailleurs, si l'on se donne pour perspective de remplacer le libre échangisme, non par le protectionnisme, mais par une régulation des échanges visant à favoriser le développement de l'emploi et la satisfaction des besoins sociaux dans les pays du « *Sud* » et à faire cesser la pression toujours croissante (en matière d'emploi, de salaires et d'acquis sociaux) sur le monde du travail du « *Nord* », il faudra un outil international de régulation des échanges que l'OMC peut très bien constituer. **Les luttes à venir me paraissent donc devoir porter non sur la suppression de l'OMC, mais sur sa réorientation, voire même éventuellement, dans le futur, inclure la lutte pour son maintien, car il y a gros à parier que si le rapport de forces en son sein se modifiait réellement, les gouvernements occidentaux n'hésiteraient probablement pas à mettre de côté, voire à essayer de liquider cette organisation.**

c) Approfondir la réflexion sur le « commerce équitable » et sur les actions visant à obliger diverses marques à respecter des minima sociaux dans leurs filières de production et d'échanges

Il est incontestable qu'un certain nombre d'ONG voient dans le « commerce équitable » et les actions envers les marques la possibilité d'actions concrètes pour contrecarrer l'une des pires conséquences de la libéralisation des échanges et de l'exaspération de la concurrence, à savoir l'écrasement des petits producteurs et des salariés du « Sud », des secteurs agricoles ou industriels comme le textile, la chaussure.

Cependant, il convient de s'interroger sérieusement à ce propos. La sincérité de la plupart des membres des mouvements concernés, des consommateurs qui achètent ces produits, leur volonté d'agir concrètement, ne font aucun doute. Par contre, le bilan réel de leurs actions fait problème.

En effet, en ce qui concerne le « commerce équitable », ses deux grandes filières, décrites dans un article détaillé et pertinent de Virginie Diaz Pedregal (1) sont les suivantes : D'une part, une tentative d'instaurer des échanges directs entre petits producteurs du « Sud » et réseaux de consommateurs « militants » dans les pays développés, à dominante de sensibilisation politique sur la « paupérisation » du « Sud » et de bénévolat, (mais qui est désormais marginalisée) et, d'autre part, celle de la « labellisation » qui consiste à s'insérer dans les filières de commercialisation de la grande distribution gérées par les grands intérêts capitalistes en vérifiant que des prix « garantis acceptables » sont payés aux producteurs, que les minima sociaux de l'OIT sont respectés pour les salariés du « Sud ». Là, on ne veut plus toucher les consommateurs « militants », mais la masse des consommateurs des grandes surfaces. Principale organisation en la matière, le label « Max Havelaar » créé en 1988, d'origine hollandaise (conviction protestante que le business et l'éthique sont compatibles) et qui étend rapidement ses réseaux (dernière adhésion, Mac Donald !), bénéficiant de complaisances médiatiques occidentales certaines, voire même de l'appui officiel de gouvernements occidentaux. Or, le comportement de « Max Havelaar » suscite de plus en plus de commentaires critiques du fait de son interpénétration croissante avec les filières néolibérales d'exploitation du « Sud », notamment sa dernière initiative de partenariat avec **Dagris**, dans la création d'une filière de « coton bio » en Afrique centrale. Quoi qu'il en soit, sur les rayons de la grande distribution, on voit donc apparaître des produits « commerce équitable », comme il y a des « produits « bio ». En fait, cette sorte de « label social » ne coûte pratiquement rien aux intérêts capitalistes de la grande distribution, puisque le surcoût des prix d'achat à la production est compensé par des prix de vente au détail supérieurs en moyenne de 15 à 20 % aux produits homologues. La situation des producteurs et salariés du « Sud » n'est améliorée qu'à la marge car les éléments d'un véritable développement économique et social dans les pays du « Sud » concernés continuent à faire cruellement défaut et la logique libre échangiste n'est guère affectée, sans compter que l'on se situe vraiment dans les marges (**le « commerce équitable » ne représente que 0,01 % des échanges commerciaux mondiaux**). On pourrait faire des constats similaires en ce qui concerne les engagements des marques type Adidas ou Nike de contrôler l'application des normes sociales de l'OIT dans les entreprises sous-traitantes fabriquant leurs produits. Les tentatives de contrôle se perdent dans le maquis des cascades de sous-traitants et ces marques, elles aussi, récupèrent un « label social » à peu près sans contenu réel. Ceci confirme les impasses de ces diverses tentatives de « réguler le libre échange ».

Mais les véritables dégâts de ce type d'actions sont politiques. En effet, en accréditant, à coût pratiquement nul pour les grands intérêts capitalistes concernés et au mépris de la réalité, l'idée que la surexploitation du « *Sud* » et ses conséquences dramatiques pourraient être mises en échec par le simple achat, à prix majoré, d'un produit du « *commerce équitable* », en dévoyant dans une action de type charitable sans réelle portée, la volonté de solidarité avec le « *Sud* », en dédouanant le libre échangeisme et ses vecteurs, les multinationales impliquées, de leurs responsabilités essentielles, il rend plus difficile la prise de conscience citoyenne de l'ampleur des luttes politiques à mener pour mettre fin à la situation insupportable des deux tiers de l'humanité. **Il faut donc débattre en profondeur du « *commerce équitable* ».**¹

d) Renforcer les pressions populaires sur les prises de position des gouvernements à l'OMC

Il y a incontestablement un déficit important dans ce que devrait être le niveau des pressions populaires sur les gouvernements par rapport à l'importance des enjeux que représentent pour les peuples les accords qui se négocient à l'OMC. Les accords qui devraient conclure le cycle de Doha seront des accords internationaux qui s'imposent a priori aux politiques nationales, voire régionales. Par exemple, si la conclusion du cycle de Doha impose le principe d'aller vers la libéralisation totale des services, la lutte contre la directive Bolkestein sera rendue nettement plus difficile au sein de l'UE. Il est difficile de reprocher au mouvement altermondialiste ces carences puisqu'il s'est en partie constitué pour les contrebalancer. Tout au plus peut-on s'interroger sur le fait qu'il exerce ses pressions surtout sur l'OMC elle-même et à l'occasion de ses Conférences, surestimant ses capacités à peser directement sur le déroulement de celles-ci. L'effet de surprise a pu jouer à Seattle ou Cancun, mais beaucoup moins à Hong Kong.

En France, par exemple, seul Attac, à notre connaissance, a tenté de mener, préalablement à Hong Kong, une véritable campagne publique, avec de nombreux débats, dans diverses villes. Le PCF a publié un certain nombre d'articles de sensibilisation sur l'importance des enjeux de Hong Kong, mais n'a pas mené de débats publics à ce sujet à notre connaissance. Idem pour la Confédération paysanne qui a mené une campagne de sensibilisation en interne. Dans les pays du « *Sud* », la situation est encore pire avec de nombreux régimes n'autorisant aucune bataille politique démocratique. Même dans un pays comme le Brésil, qui a pourtant abrité la naissance et les premiers pas du mouvement altermondialiste (Forums de Porto-Alegre), avec des mouvements sociaux actifs (Mouvement des sans terre – MST, organisations sociales multiples), avec un gouvernement porté au pouvoir à l'origine par ces organisations, la pression a été insuffisante pour empêcher le social démocrate Lula d'avancer vers la libéralisation des échanges en contrepartie d'avantages au profit de l'agrobusiness brésilien. **L'autre grand déficit est la faiblesse de la présence et de l'action**, en dehors de certaines organisations syndicales paysannes (Via campesina), **des grandes organisations syndicales de salariés**, dans des luttes qui les concernent pourtant au premier chef et alors même qu'elles appartiennent à des centrales syndicales internationales. Comment comprendre ces attitudes du monde syndical ? Nous essaierons d'avancer quelques éléments d'explication :

- Une certaine méfiance des organisations syndicales vis-à-vis du mouvement altermondialiste, hétérogène, idéologiquement divers et qui ne leur reconnaît pas forcément la

¹ « *Le commerce équitable, un des maillons du développement durable ?* », article de V. Diaz Pedregal in « La Revue Développement durable et Territoires ».

prééminence à laquelle elles sont habituées dans leurs dialogues/confrontations avec les pouvoirs,

- Des organisations syndicales internationales (type CES, CISL ou CMT) qui tout en constatant les dégâts sociaux causés par l'extension du libre échangeisme ne proposent en fait que de la ralentir ou d'en corriger à la marge les effets (voir par exemple la déclaration sur Hong Kong de la CISL). Elles n'impulsent donc pas du tout les luttes de masse qui seraient nécessaires.

- Une difficulté au niveau de nombre d'organisations syndicales d'entreprise à intégrer réellement, au-delà des déclarations de principe, les dimensions internationales concrètes qui sont désormais présentes dans la plupart des conflits du travail.

En conclusion, on peut dire que le mouvement altermondialiste et en son sein, la composante progressiste plus particulièrement, se trouvent à la croisée des chemins.

En effet, les derniers forums sociaux mondiaux ou régionalisés, comme Mumbai et récemment Bamako, ont montré que l'idée « *Un autre monde est possible* » mobilisait toujours fortement les organisations populaires des pays du « Sud », ce qui est éminemment positif. Mais d'un autre côté, Hong Kong confirme les risques d'un affaïssement du mouvement par incapacité de se rassembler sur des alternatives réellement antilibérales et de sortir d'un certain nombre de contradictions proprement politiques. Le dialogue, bilatéral et multilatéral, doit s'approfondir en son sein afin qu'il se dégage de plus en plus de l'idéologie capitaliste néolibérale ou de sa variante social-libérale qui continuent à le contaminer, parfois à son insu. C'est un enjeu absolument crucial, et **le cri d'alarme de J.C Lefort sur les menaces que l'extension constante du libre échangeisme fait peser sur l'avenir de l'humanité nous paraît entièrement justifié.** Si l'on s'en tient au libre échangeisme agricole, la déstabilisation de la plus grande part des 2,6 milliards de ruraux qu'il implique à terme, conjuguée aux carences de développement des PED les rendant incapables d'assumer la reconversion de ces ruraux dans d'autres activités, risque d'aboutir à une crise mondiale d'une ampleur que nous avons peine à imaginer à l'heure actuelle.
